

SKOS
CSIAS
COSAS



Acte de la journée d'automne du 27 novembre 2003:
Mesures d'allégement du budget fédéral:
Le grounding du social?

V. Le social cloué au sol?

Jean-Pierre Fragnière, professeur EESP-HES S2, Lausanne

Jeudi 27 novembre 2003
Lausanne, Palais de Beaulieu

Je me promène dans un nuage bas aux commandes d'un petit avion solaire. Je tends l'oreille et j'entends:

Un magistrat du Canton du Mont-Blanc: *«Dans mon budget des affaires sociales, je dois couper 32 millions, plus de 4%, la partie sera serrée.»*

Sa collègue du Canton du Mont-Rose: *«Pour ma part, je sacrifierai moins de millions, mais cela représente néanmoins presque 5% de mon budget.»*

Quelques collines plus loin, un directeur d'institution pour personnes handicapées: *«Dans mon secteur, les licenciements vont se compter par centaines»*.

Son collègue, comme en écho: *«Je ferai des efforts, mais je crains de ne pas pouvoir garantir la qualité minimale de mes prestations»*.

Une atmosphère de lassitude morose s'installe, le mot *«découragement»* pointe sur de nombreuses lèvres. Il couvre le murmure de ceux qui lancent des *«Y'a qu'à...»*.

Faut-il se laisser aller à un découragement teinté d'une once de culpabilité? Impossible de baisser les bras, trop de personnes sont là qui attendent les prestations et les services. Pour beaucoup d'entre elles, c'est une question de survie. L'énergie qui peut permettre de poursuivre la tâche se nourrit d'un certain nombre de constats et peut-être d'initiatives à prendre. Esquissons quelques exemples.

1. Le social a payé un lourd tribut aux restructurations économiques

Le paysage des divers secteurs économiques s'est massivement transformé, plus particulièrement au cours des vingt dernières années. Nombre d'entreprises ont été *«assainies»* pour reprendre le terme en usage. Mais au prix que l'on sait: la retraite anticipée, l'accroissement d'un chômage fluctuant, le déplacement de personnes vers des régimes d'aide sociale, des situations d'invalidité, des maladies du corps et de l'esprit, sans compter ceux qui tiennent le coup en dégustant des pilules ou d'autres stimulants. Tout cela a un coût, les pouvoirs publics ont été placés devant une demande croissante, il a fallu faire face. Dans le même temps, les appels à une réduction des ressources fiscales trouvaient un écho politique favorable et le Souverain entérinait les baisses d'impôts. Aujourd'hui, la facture éclate au grand jour et le secteur social est mis au pied du mur, malgré les bons et loyaux services rendus à ces restructurations.

2. Payer nos succès

Que de progrès réalisés au cours du dernier demi-siècle! Le droit de vote enfin accordé aux femmes, la démocratisation accélérée des études, des assurances sociales qui laissent beaucoup moins de personnes, frappées par les malheurs, sur les bords de la route. Un extraordinaire accroissement de l'espérance de vie, très majoritairement en bonne santé. Un quasi doublement de l'espérance de vie des personnes handicapées. Une amélioration des conditions de vie des familles monoparentales. De véritables soins et des prestations éducatives à des jeunes marqués trop tôt par différentes formes de rejet, voire d'exclusion. Et j'en passe... Il faut le dire, ce sont là de véritables succès. C'est un *«enrichissement»* de nos sociétés. Il convient de s'en féliciter et de dire merci à celles et ceux qui ont permis ces pas de géants. Mais ces succès ont un coût. Va-t-on arrêter ce mouvement ou organiser subrepticement la régression? La question peut être posée.

3. Cécités

Lorsque sur la route, une Ferrari vrombissante nous dépasse, nos yeux s'écarquillent, nous la voyons, elle est d'un rouge flamboyant. D'autres réalités, d'importance majeure, échappent à nos yeux, d'autant plus qu'elles s'installent à pas feutrés. Qui a vraiment vu venir ces inégalités croissantes au cours des vingt dernières années? Qui a osé regarder en face la lente dégringolade de beaucoup et la fulgurante ascension de quelques-uns, de plus en plus nombreux? Le moins que l'on puisse dire, c'est que les mesures engagées pour réduire ces inégalités sociales sont plus rares et plus modestes que celles qui ont été prises pour élargir la crevasse. A trop tirer sur la corde, celle-ci a cassé dans de multiples secteurs, des femmes et des hommes et bien sûr des enfants se sont trouvés repêchés par les filets du «social». Quelques spécialistes du détournement des yeux ou de la distillation du soupçon s'occupent à réduire la capacité de ces filets. La force du regard n'a pas été plus aiguë pour observer les trajectoires de paupérisation ou de ce que certains appellent l'exclusion. On a cru trouver le salut dans le «*management*» forcené du social. Quelques succès sont à saluer, le bilan global risque d'être pour le moins problématique. Notre acuité visuelle a sans doute été réduite par de mauvaises habitudes et des illusions cultivées au cours de ce que l'on a appelé les *Trente Glorieuses*. Les problèmes sociaux devaient se réduire comme peau de chagrin et il ne resterait plus que «*quelques cas*». Sur cet oreiller de paresse, les lenteurs et les atteroiements se sont installés. Le réveil est brutal.

4. Les ambivalences

En se spécialisant, nos sociétés ont produit quelques ghettos. Dans la société à quatre générations, la distance culturelle et politique entre les jeunes, les moins jeunes et les vieux, est allée croissant. La répercussion de ces phénomènes sur le secteur social n'est pas négligeable. Ainsi, beaucoup de retraités se mobilisent, à juste titre, pour lancer: «*Touche pas à ma rente*», ils sont plus mitigés lorsqu'il s'agit de soutenir l'assurance maternité, l'invalidité et le chômeur. Une grande partie de «*chacun pour soi*» se joue dans les coulisses et au Café du commerce, elle trouve ses relais politiques. Cette ambivalence bien manœuvrée est une arme de choix pour les zélés des moratoires ou du redimensionnement «*sans tabou*» du secteur social.

5. Garder le cap en gardant l'espoir

Qu'on se le dise, consolider notre action sociale, qui en comparaison européenne est loin d'être hypertrophiée, n'est pas exclusivement une question de bonté d'âme. Bien sûr, toute société se renforce dès lors qu'elle consolide ses solidarités. La Suisse en sait quelque chose. Cela dit, il est essentiel de rappeler qu'une bonne sécurité sociale est de nature à stimuler la capacité économique d'un pays, alors que l'*insécurité* sociale est extrêmement coûteuse surtout à moyen et long terme. Il y a des dégâts qu'on ne répare plus. Et puis, ne l'oublions pas, notre sécurité sociale ne s'est pas construite autour d'une raclette, même dans un charmant mayen, elle est le fruit de multiples engagements vigoureux, de revendications et même de luttes. Demain sera fait d'un solide bilan socio-économique de la situation, d'une planification éclairée sans doute, mais aussi du courage de celles et de ceux qui, comme leurs aïeux, oseront lutter en marchant sur cette corde raide qui est tendue entre l'engagement résolu, le dialogue et la démission irresponsable.